

## AFFAIRE TOTAL-SONATRACH

## Un dossier embarrassant ?

**Au lendemain de l'annonce par le groupe français Total d'engager une procédure d'arbitrage contre Alger pour récupérer une partie des taxes payées depuis 2006, aucune réaction officielle, ni de la part de Sonatrach ni du ministère de l'Energie, n'a été enregistrée.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Nos tentatives, hier, de prendre attache avec des responsables de ces deux institutions se sont toutes révélées vaines. Aucun responsable n'a daigné nous éclairer.

C'est que l'affaire est visiblement embarrassante. Affaire politique ? Selon le journal français, *le Monde*, le gouvernement français, consulté, n'a pas mis son veto à l'action du groupe pétrolier.

Et, toujours selon la même source, malgré le caractère tardif de l'action de Total, conjointement avec Repsol, la compagnie française espère récupérer quelque 500 millions d'euros.

Les deux majors pétroliers veulent ainsi marcher sur les pas de leurs homologues Anadarko et

danois Maersk et à qui l'Algérie a consenti en 2012 à payer plus de 4 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros) de compensation.

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach et Anadarko Petroleum Corp sont parvenues à un accord à l'amiable en vue de mettre fin au litige né des suites de l'introduction d'une nouvelle taxe sur les superprofits (TPE) applicable dès que les prix du baril dépassent les 30 dollars.

Selon *le Monde*, en faisant ainsi pression, les dirigeants de Total prévoient de pousser les Algériens à négocier un accord. «La porte reste ouverte», note une source du groupe pétrolier français. «Mais si aucune solution n'est trouvée, ce ne sera pas



Total veut pousser les Algériens à négocier un accord.

un drame non plus, commente le quotidien du soir. Selon la même source qui reprend une personne «au fait du dossier», pour Total, l'Algérie «n'est plus un partenaire majeur».

En effet, le groupe n'emploie en Algérie qu'environ 200 personnes. Toute sa production provient d'un gisement de gaz, celui de Tin Fouyé Tabankort, dont Total détient 35 % aux côtés de la

Sonatrach et de Repsol. L'Algérie, dont la production pétrolière aurait décliné de 20% en dix ans, représente seulement 1% des volumes d'hydrocarbures de Total. «Le groupe (Total) participe néanmoins à un autre projet, celui d'exploitation du gisement de gaz de Timimoun, à 800 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

Une usine est en cours de construction. Total détient 38 % du projet, aux côtés de l'espagnol Cepsa et surtout de l'incontournable Sonatrach, qui contrôle 51% des parts», rappelle *le Monde* qui fait également réagir une source au sein de Total qui explique que le groupe reste «un investisseur important» en Algérie et entend «y poursuivre son développement».

Le journal français qualifie cette affaire Total-Sonatrach de dossier «hautement inflammable».

Y. D.

## APRÈS SELLAL, BEDOUI PRÉSENTE UN SOMBRE TABLEAU DES FINANCES PUBLIQUES

## L'alarmisme s'incruste dans le discours officiel

**Dans sa réunion avec les walis de l'est du pays, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, a joué l'alarmisme. Un discours devenu tendance depuis le limogeage du gouverneur de la Banque d'Algérie Mohamed Laksaci qui aura appris à ses dépens qu'il ne faut pas aller à contre-courant des thèses officielles avant que le signal ne vienne d'en haut.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, Nouredine Bedoui, a joué l'alarmisme dans sa réunion avec les walis de l'est tenue avant-hier à Constantine où il était question de discuter de la modernisation de l'administration, notamment les services liés à l'investissement et les facilités à accorder aux entrepreneurs.

Un discours devenu tendance pratiquement depuis le limogeage de l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie Mohamed Laksaci en mai dernier.

En effet, après que ce gentil lanceur d'alerte à l'intérieur du système ait fini par craquer face aux députés de la majorité au mois de mars quand il a présenté le rapport annuel sur l'évolution économique et monétaire du pays, c'est le Premier ministre Abdelmalek Sellal, à partir de Tiaret où il était en visite de travail il y a une semaine, qui a donné le la à ce qui apparaît comme une campagne de communication préparant l'opinion aux années de vaches maigres.

Or, si Laksaci a été sanctionné pour la réalité de ses déclarations aux membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui lui ont imputé la responsabilité de l'érosion du matériel financier constitué durant les années fastes du pétrole à 120 dollars le baril, une réponse qui tire la sonnette d'alarme par rapport aux effets de la crise et l'incapacité de l'économie nationale à y résister, l'alarmisme fait désormais partie intégrante du lexique du discours officiel.

«L'Etat n'a plus d'argent», a indiqué Bedoui à son auditoire composés des walis qui, faut-il le souligner n'ont pas fait jusque-là un effort notable pour promouvoir l'investissement productif, se contentant comme le voulait bien la politique du gouvernement, de gérer les commandes publiques pour la construction d'infrastructures. Ainsi, les orientations de Bedoui pour la moder-

nisation des services que fournit l'administration aux investisseurs sonnent plutôt comme une alarme de plus quant à la situation des finances publiques qui subissent de plein fouet les fluctuations du marché pétrolier dont la baisse des prix s'est installée dans la durée.

Cette modernisation, qui a aussi un coût financier, a justement raté le virage des années fastes.

Elle nécessite aujourd'hui plus de sacrifices mais, surtout une révolution culturelle au sein d'une administration que l'argent a habitué au recours aux solutions de facilité.

L. H.



Nouredine Bedoui.

Photo : Samir Sid

## CONDUCTEURS D'AUTOBUS

## Talai appelle au respect des règles de conduite

**Multipliant ses sorties sur le terrain, le ministre des Transports M. Boudjemaâ Talai s'est rendu hier au niveau de la gare d'Agha, où il a donné le coup d'envoi du nouveau train reliant Alger à Béjaïa en aller et retour et une inspection au niveau de la gare Sogral de Caroubier.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Ainsi, après le maritime, le premier responsable du département des transports a saisi l'opportunité de s'enquérir de la disponibilité des moyens de transports à l'occasion de la fête de l'Aïd pour toucher du doigt la réalité du secteur des transports sur le terrain.

Lors de ces deux rencontres, le ministre des Transports a longuement évoqué avec les responsables et les travailleurs de la SNTF et de Sogral la «nécessité de conjuguer tous les efforts à même de redonner au secteur public du transport sa véritable place au sein de l'économie nationale».

Ainsi, si au niveau de la gare d'Agha, M. Boudjemaâ Talai n'a pas trop tardé, par contre



Boudjemaâ Talai.

au niveau de la gare Sogral du Caroubier, il a discuté avec les transporteurs en les invitant à «plus de persévérance pour une meilleure prise en charge du client». Il a également invité ses vis-à-vis au respect des lois régissant le

code de la route. A ce titre et dans une déclaration faite à la presse en marge de cette sortie, le ministre a insisté sur la nécessité d'un contrôle rigoureux des autobus, notamment sur le plan technique pour réduire les accidents de la circulation et garantir la sécurité des citoyens.

L'instruction fera obligation aux propriétaires d'autobus de mobiliser deux chauffeurs au moins pour les trajets dépassant les 600 km. La durée de conduite sur ces lignes ne doit pas dépasser 6 heures par jour par conducteur.

Les autobus défectueux où présentant des vices mécaniques ou techniques seront interdits de transporter des voyageurs en vertu de cette instruction, a averti M. Talai ajoutant que l'amendement du code de la route qui sera soumis très prochainement au Conseil des ministres pour approbation comportait des dispositions visant à réduire le nombre d'accidents de la route, citant le permis à points qui confèrera davantage de rigueur aux usagers de la route.

A. B.

Photo : Samir Sid